

Audience publique du 26 juin 2013

Recours formé par Monsieur ...et consorts, ...,
en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de relevé de déchéance

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 32921 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 19 juin 2013 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Kosovo) et de son épouse, Madame ..., née le ... à ... (Kosovo), agissant tant en leur nom personnel qu'en leur qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs communs ..., né le ... à ... (Kosovo) et ..., née le ... à ..., tous de nationalité kosovare, demeurant actuellement ensemble à L-..., tendant au relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai d'un mois imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration datée du 15 mai 2012 rejetant leurs demandes en obtention d'une protection internationale comme n'étant pas fondées ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 24 juin 2013 ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Madame el délégué du gouvernement Linda MANIEWSKI en leurs plaidoiries en la chambre du conseil en date du 26 juin 2013

En date du 25 août 2009, Monsieur ...et son épouse, Madame ..., accompagnés de leurs enfants mineurs ... et ..., ci-après « les consorts... », introduisirent auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, désignée ci-après par « la loi du 5 mai 2006 ».

Monsieur ...fut entendu en date des 21 septembre 2009, 25 novembre 2009 et 4 août 2011 par un agent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale, Madame ... ayant été entendue pour sa part les 22 septembre 2009, 26 septembre 2009, 15 janvier 2010 et 1^{er} février 2010.

Par décision du 15 mai 2012, expédiée par courrier recommandé le 16 mai 2012, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ci-après « le ministre », informa les consorts...de ce que leurs demandes en obtention d'une protection internationale avaient été

rejetées comme non fondées, tout en leur enjoignant de quitter le territoire dans un délai de trente jours.

Par requête déposée le 21 juin 2012 au greffe du tribunal administratif, les consorts...firent introduire un recours tendant, d'une part, à la réformation de la décision ministérielle précitée du 15 mai 2012 portant refus de leurs demandes en obtention d'une protection internationale et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, inscrit dans la même décision.

Par jugement du 10 juin 2013, inscrit sous le n° 30719 du rôle, le tribunal administratif déclara le prédit recours, pris en son double volet, irrecevable pour avoir été introduit tardivement.

Par requête du 19 juin 2013, les consorts...sollicitèrent par l'organe de leur nouveau mandataire, Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, le relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai d'un mois imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la décision ministérielle précitée datée du 15 mai 2012.

Les consorts ..., après avoir retracé les antécédents procéduraux ayant abouti au prédit jugement du 10 juin 2013, et insisté sur le fait que la décision ministérielle litigieuse leur aurait été envoyée le 16 mai 2012 à eux et qu'ils se seraient vus remettre le 18 mai 2012 aux alentours de 12 heures par le responsable de leur foyer un avis de la poste d'Hesperange les invitant à s'y présenter pour y retirer un courrier recommandé, exposent que lorsqu'ils se seraient rendus à la poste à 14 heures, on leur aurait expliqué qu'il ne serait pas possible de retirer le courrier recommandé le jour même alors que le facteur n'était pas encore de retour avec le courrier, de sorte qu'ils n'auraient pu en prendre possession qu'à compter du lundi 21 mai 2012, les services postaux de Hesperange étant fermés le samedi.

Ils affirment s'être ensuite, « *au courant des jours qui suivirent, respectivement endéans le délai légal d'un mois aux termes duquel devait être introduit un recours à l'encontre des prédites décisions de rejet* » adressées à leur précédent litismandataire afin que celui introduise un recours.

Dès lors, les consorts...estiment avoir fait toutes les démarches et diligences nécessaires pour que leur avocat soit en mesure d'introduire un recours à l'encontre de la décision précitée du 16 mai 2012, et ce dans les délais légaux prévus pour ce faire, de sorte que l'on ne pourrait raisonnablement leur opposer la moindre faute, voire négligence, ayant conduit à la situation préjudiciable qui serait la leur actuellement, en ce sens qu'ils ne pourront pas faire valoir leurs droits relativement à la décision de refus ministérielle précitée.

Les demandeurs affirment encore que ce ne serait que récemment et ce en date du 12 juin 2013, respectivement le 14 juin 2013 que leur actuel mandataire aurait été informé que le recours introduit par leur mandataire précédent serait tardif, de sorte qu'ils considèrent que leur requête en relevé de forclusion devrait être recevable pour avoir été introduit dans les délais de la loi, à savoir un an, les demandeurs insistant encore sur le fait qu'ils auraient fait toutes les démarches et diligences nécessaires pour joindre leur avocat commis dès le premier jour de la notification de la décision négative afin que ce dernier requière dans le délai légal la réformation de la décision ministérielle, mais que leurs efforts n'auraient pas abouti, ce qui serait d'autant plus compréhensible pour des demandeurs de protection internationale, alors que l'organisation judiciaire et la procédure à observer en ce domaine dépasserait leur

entendement, les demandeurs relevant de surcroît qu'ils ignoreraient totalement les langues communément en usage au Luxembourg, et qu'au surplus ils considéreraient leur conseil juridique « *comme un auxiliaire de la justice ce qui excluait dans [leur] esprit tout oubli ou négligence de sa part* ».

En conclusion, les consorts...considèrent qu'il ressortirait des circonstances d'espèce et des explications fournies, que la décision de rejet du 15 mai 2013, expédiée le 16 mai 2013, ne leur aurait été remise qu'en date du 21 mai 2013 et ceci pour des raisons indépendantes de leur volonté, de sorte qu'il y aurait lieu de conclure que dans ces circonstances particulières ils n'avaient pas, et sans faute de leur part, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai avant cette date, et qu'il conviendrait partant de les relever de la forclusion leur opposable « *au cas où ils saisiraient le tribunal d'un nouveau recours (sic) en réformation, respectivement de relever les requérants de la forclusion leur opposable au cas où l'Etat soulèverait la tardiveté du recours* ».

Le représentant étatique a conclu à l'audience au rejet de la demande en relevé de la déchéance.

D'après l'article 1^{er} de la loi modifiée du 22 décembre 1986 relative au relevé de déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice « *si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir* »; d'après l'alinéa 1^{er} de son article 2 « *le relevé de la forclusion est demandé par requête à la juridiction compétente pour connaître de l'action pour laquelle le relevé de la forclusion est sollicité* » tandis que l'article 3 de la même loi porte en son alinéa 1^{er} que « *la demande n'est recevable que si elle est formée dans les quinze jours à partir du moment où l'intéressé a eu connaissance de l'acte faisant courir le délai ou à partir de celui où l'impossibilité d'agir a cessé* ».

Le tribunal, dès l'abord, se doit de relever que si l'article 2, alinéa 1^{er}, précité, exige que la requête en relevé de la forclusion soit déposée auprès de « *la juridiction compétente pour connaître de l'action pour laquelle le relevé de la forclusion est sollicité* », le tribunal de céans, saisi actuellement de la requête en relevé de forclusion, n'est pas, respectivement plus, compétent pour connaître de l'action « *pour laquelle le relevé de la forclusion est sollicité* », à savoir pour le recours contentieux à l'encontre de la décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration précitée du 16 mai 2012, le tribunal administratif ayant d'ores et déjà été saisi d'un tel recours et étant, suite à son jugement définitif du 10 juin 2013, dessaisi de ce litige.

Le tribunal tient à souligner expressément que la façon de procéder du litismandataire actuel des demandeurs, tendant en effet, par le biais d'un relevé de forclusion, à voir écarter par le tribunal administratif son précédent jugement, ne saurait être accueilli, une telle façon de procéder, outre de se heurter au principe du dessaisissement du tribunal suite à son jugement, tendant manifestement à instaurer une voie de recours illégale au détriment de la seule voie ouverte en l'occurrence aux demandeurs, à savoir celle de l'appel.

La requête en relevé de forclusion, déposée après le jugement d'irrecevabilité du tribunal, est partant irrecevable.

A titre tout à fait superfétatoire, le tribunal retient encore que ladite requête en relevé de forclusion ne répond pas non plus aux conditions de fond présidant à l'obtention d'un tel relevé.

En effet, il résulte du prédit jugement du 10 juin 2013 que les demandeurs se sont vus notifier en application de l'article 6 (9) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection la décision ministérielle le samedi 19 mai 2012 et qu'ils ont retiré le courrier recommandé afférent à la poste en date du 21 mai 2012, de sorte que les demandeurs ne rentrent pas dans les prévisions du premier cas d'ouverture d'un relevé de déchéance prévu par la loi.

L'article 1^{er} de la loi précitée du 22 décembre 1986 prévoit néanmoins un autre cas d'ouverture pouvant donner lieu au relevé de déchéance, à savoir l'hypothèse dans laquelle, bien que le demandeur ait eu connaissance de l'acte en question, il était dans l'impossibilité d'agir.

Les demandeurs se prévalent sous ce rapport du fait qu'ils auraient bien donné leurs instructions à leur précédent avocat pour agir en justice, mais que celui-ci n'aurait pas agi en temps utile, de sorte que les demandeurs entendent se placer dans le cadre du second cas d'ouverture pouvant donner lieu au relevé de déchéance prévu par la disposition légale précitée, appelant le tribunal - sous la réserve de l'irrecevabilité du recours tel que retenu ci-dessus - à examiner si les demandeurs ont été dans l'impossibilité d'agir.

Force est toutefois au tribunal de souligner que le délai court soit à partir du moment où l'intéressé a eu connaissance de l'acte faisant courir le délai, soit à partir de celui où l'impossibilité d'agir a cessé, mais non à partir du jour où le mandataire a pris connaissance de la décision litigieuse¹. Par ailleurs, au titre de l'impossibilité d'agir, la carence ou la négligence du mandataire n'est pas de nature à tenir en échec les délais d'ordre public. Dans ce contexte, il convient de rappeler que dans l'hypothèse où un mandataire a été chargé par une personne en vue de l'introduction d'un recours dans une matière dans laquelle le droit de postulation d'un professionnel est la règle, comme celle sous rubrique réservant aux avocats à la Cour le monopole des recours à intenter au fond contre des décisions administratives individuelles, l'impossibilité d'agir n'est en principe pas donnée, lorsque le mandat pour agir a été conféré en temps utile au professionnel par le justiciable concerné, sauf hypothèse exceptionnelle d'éléments irrésistibles vérifiés dans le chef dudit mandataire².

Or, s'il n'est pas contesté en l'espèce que le demandeur a chargé en temps utile un mandataire pour introduire un recours contentieux - encore qu'il eut été loisible aux demandeurs soit de rappeler le cabinet de leur précédent avocat, soit, à défaut de nouvelles de leur avocat, de le recontacter afin de s'assurer que celui-ci ait bien introduit un recours -, il n'en reste pas moins que ledit recours a été déposé tardivement au greffe du tribunal administratif et que le précédent mandataire n'a pas établi un quelconque élément irrésistible dans son chef l'ayant empêché de déposer en temps utile un recours, le précédent litismandataire s'étant en effet également vu notifier la décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration précitée du 16 mai 2012.

¹ Trib. adm. 16 janvier 2013, n° 31668.

² Voir notamment trib. adm. 2 octobre 2000, n° 12174 du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 242 et autres références y citées.

Il ressort d'ailleurs à ce propos du jugement précité du 10 juin 2013 que « *En tout état de cause, il aurait appartenu au litismandataire, en cas de doute quant à la date de notification de la décision, de faire preuve de diligence et d'introduire son recours - ce pourquoi il disposait d'un délai de 30 jours - le plus rapidement possible, et, non comme en l'espèce, au bout de plus de trois semaines* ».

Il s'ensuit que le deuxième cas d'ouverture du relevé de déchéance est à son tour non vérifié en l'occurrence.

Partant, la requête en obtention d'un relevé de déchéance n'est pas non plus fondée.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement et sans recours,

rejette la demande en relevé de forclusion ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi délibéré par :

Marc Sünner, premier vice-président,
Thessy Kuborn, premier juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

et lu à l'audience publique du 26 juin 2013, à laquelle le prononcé avait été fixé par le premier vice-président, en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Michèle Hoffmann

s. Marc Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 26/6/2013
Le Greffier du Tribunal administratif